



Parti conservateur du Québec

Propositions adoptées

Congrès national
20 et 21 novembre 2021

Mot du chef



Les conservateurs québécois tiennent aujourd'hui un important événement pour faire avancer nos idées et nous préparer aux élections du 3 octobre 2022.

Il s'agit du premier Congrès des membres depuis mon élection comme chef du Parti conservateur du Québec le 17 avril dernier.

C'est l'occasion privilégiée pour chacun d'entre vous de forger les grandes orientations du parti.

Au cours des derniers mois, des centaines de conservateurs du Québec ont préparé, sous la direction du président de la Commission politique, André Valiquette, la proposition principale qui vous est soumise aujourd'hui. MERCI à chacun d'eux.

Je suis très fier de la qualité des résolutions proposées. C'est maintenant à vous de lire attentivement chacune d'elles, de contribuer à les améliorer et de les adopter.

Au cours de la dernière année, nous avons réalisé ce qu'aucune formation politique n'a réalisé dans l'histoire récente du Québec : nous sommes passés de 600 à 38 000 membres! Nous sommes passés d'un tiers parti au plus rassembleur des partis. D'un simple tiers parti à celui qui traduit l'attachement des Québécois à la liberté et aux droits civiques. Nous sommes maintenant représentés à l'Assemblée nationale, grâce à Claire Samson. Nous comptons plus de donateurs cette année que tous les autres partis d'opposition. Nous avons connu la plus forte progression dans les sondages, passant de 1% à 11%. Nous devançons maintenant le Parti québécois et même les libéraux chez les francophones. Et ce n'est qu'un début !

Nous allons maintenant sortir de ce premier congrès avec le meilleur programme politique pour défendre la démocratie et nos libertés individuelles. Nous serons clairement le véhicule pour défendre le peuple alors que ses droits civiques sont attaqués de toutes parts.

Bon congrès et merci d'être là. Vous nous redonnez espoir en l'avenir.

Éric Duhaime

Chef du Parti conservateur du Québec

Table des matières

1. Santé

1.1. Nos valeurs en santé

1.2. Nos objectifs en santé

1.3. Les propositions en santé

1.3.1. Modifier la Loi sur la santé publique

1.3.2. Un financement différent des hôpitaux

1.3.3. Augmenter les effectifs médicaux

1.3.4. Pour une meilleure contribution du privé en santé

1.3.5. Décentraliser le système de santé

2. Travail, économie et finances publiques

2.1. Nos valeurs en économie

2.2. Les propositions en économie

2.2.1. Protéger le pouvoir d'achat des contribuables québécois

2.2.2. Une fiscalité compétitive pour la main-d'œuvre

2.2.3. Taxes sur les produits usagés

2.2.4. Stimuler l'investissement et la croissance des sociétés québécoises

2.2.5. Fonds des Générations

3. Famille et logement

3.1. Nos valeurs sur la famille

3.2. Les propositions sur la famille

3.2.1. Une allocation de 200 \$ par semaine par enfant

3.2.2. Mieux soutenir les familles et encourager la natalité

3.2.3. Mieux soutenir les aînés et leurs aidants naturels

3.2.4. Affirmer la primauté parentale comme principe fondamental du droit de la famille

3.3. Nos valeurs sur le logement

3.4. Les propositions sur le logement

- 3.4.1. Pour une fixation de loyer profitable à toutes les parties
- 3.4.2. Contre un registre des loyers
- 3.4.3. Pour un dépôt de loyer en garantie par le locataire
- 3.4.4. Aider les locataires démunis plutôt que subventionner le béton

4. Environnement, transport et ressources naturelles

4.1. Nos valeurs en environnement

4.2. Les propositions en environnement

- 4.2.1. Valoriser nos ressources naturelles
- 4.2.2. Encourager l'entrepreneuriat en environnement
- 4.2.3. 3e lien à Québec
- 4.2.4. Tramway à Québec
- 4.2.5. Bourse du carbone
- 4.2.6. Un système de redevances minières plus juste
- 4.2.7. Renforcer la mission d'Hydro-Québec
- 4.2.8. Améliorer la fluidité de la circulation sur les autoroutes
- 4.2.9. Autoroutes 20 et 40 à trois et quatre voies
- 4.2.10. Améliorer la fluidité du transport dans l'est du Québec
- 4.2.11. Bonification de la déduction fiscale pour frais de déménagement

5. Éducation et liberté d'expression

5.1. Nos valeurs en éducation

5.2. Les propositions en éducation

- 5.2.1. Pour une approche concurrentielle du financement des écoles
- 5.2.2. Liberté d'expression et démocratie étudiante
- 5.2.3. Appuyer les parents faisant l'école à la maison
- 5.2.4. Revaloriser la formation professionnelle
- 5.2.5. Pour des approches éducatives répondant aux besoins des élèves

6. Langue, culture et immigration

6.1. Nos valeurs en culture

6.2. Les propositions en culture

- 6.2.1. Choisir les immigrants et rapatrier des pouvoirs en immigration
- 6.2.2. Assurer la croissance de la culture québécoise dans un contexte de faible natalité et de vieillissement de la population
- 6.2.3. Franciser efficacement les immigrants
- 6.2.4. Pour que l'école assume sa mission de transmission et de pérennité de la langue française au Québec
- 6.2.5. Pour la préservation de notre patrimoine

7. Amendements constitutionnels

- 7.1. Changement de nom du parti
- 7.2. Ajout d'un membre au sein du Bureau exécutif national



1

Santé



1.1 NOS VALEURS EN SANTÉ

- ❖ Nous croyons fermement en la dignité et en l'égalité de toute vie humaine face à la maladie. Tout citoyen québécois possède de facto un droit fondamental aux soins de santé. La couverture des soins doit être universelle et vraiment accessible.
- ❖ Le Parti conservateur du Québec compte utiliser tous les leviers légaux possibles, particulièrement celui de l'arrêt Chaoulli de la Cour suprême du Canada (2005), afin de faire respecter le droit des Québécois de choisir leur dispensateur de soins, privé ou public.
- ❖ Le Parti conservateur du Québec compte également agir pour s'assurer qu'à l'avenir, les décisions de la Santé publique ne briment pas les libertés individuelles. Le cas échéant, ces mesures temporaires devraient être justifiées par des preuves scientifiques substantielles et une transparence des communications entre l'organisation et le gouvernement du Québec.
- ❖ Les dérives actuelles du système de santé québécois, malgré le fait qu'il absorbe près de 50 milliards de \$ par année, exigent une restructuration en profondeur, pour que chaque dollar provenant du payeur de taxes soit dirigé vers le patient, afin de minimiser les interférences sur son parcours.
- ❖ Nous voulons une meilleure accessibilité pour l'ensemble de la population aux soins médicaux spécialisés. Actuellement, les délais d'attente afin d'avoir accès à une prise en charge spécialisée, notamment pour le traitement de plusieurs pathologies nécessitant une intervention chirurgicale, entraînent un niveau élevé de souffrance et de détresse à la fois physique et psychologique chez de nombreux patients.
- ❖ Le Parti conservateur du Québec s'engage à donner une plus grande autonomie décisionnelle aux régions et aux municipalités pour disposer de leur budget. L'objectif sera de donner un service plus attentif aux besoins des diverses communautés et de ce fait, mieux centré sur le patient.

- ❖ Le Parti conservateur du Québec déplore fortement les conditions de vie des aînés au Québec, une problématique que la pandémie de Covid-19 a mise en évidence. Un meilleur accès et une prise en charge plus efficiente des soins de longue durée au Québec est une préoccupation importante pour nous.
- ❖ Le Parti conservateur prône l'équité intergénérationnelle. Les politiques de santé publique ne devraient pas fonctionner au détriment d'une clientèle ou d'une autre. Les mesures déployées par le gouvernement du Québec en réaction à la pandémie de COVID-19 ont démontré les effets pervers, particulièrement sur les jeunes, d'une stratégie centrée sur une seule clientèle.



1.2 NOS OBJECTIFS EN SANTÉ

Les valeurs précédemment énoncées se traduisent dans les politiques générales suivantes, qui constituent nos objectifs :

❖ **Garantir un accès aux services spécialisés, notamment en ce qui concerne les chirurgies électives, dans un délai raisonnable.**

Au Québec, les délais d'attente pour certains soins spécialisés, notamment certaines chirurgies électives comme une prothèse de hanche ou de genou, peuvent aller jusqu'à deux ans. Ces délais déraisonnables entraînent inéluctablement une souffrance physique et psychologique chez ces patients.

Pour ce faire, un gouvernement du PCQ établirait des délais maximaux pour la prise en charge spécialisée de certaines conditions médicales, en s'inspirant d'autres systèmes de santé qui affichent un niveau exceptionnel de performance à l'échelle planétaire.

En prenant exemple sur le modèle suédois, le PCQ instaurerait la règle 0-30-60-90. Cette règle se voudrait une hiérarchisation des priorités pour obtenir des soins spécialisés. Ainsi, un maximum de 90 jours d'attente pour voir un spécialiste ou obtenir une chirurgie considérée comme élective serait autorisé. Deux éléments principaux nous permettraient de ne pas dépasser ces délais :

1. La décentralisation du système de santé permettrait de minimiser le gaspillage d'argent dans le réseau. En effet, les régions et municipalités bénéficieraient d'une complète autonomie dans la gestion de leur main-d'œuvre et dans la gestion de leurs finances.
2. Permettre à des entreprises de faire concurrence au système de santé public, dans la mesure où le coût de leurs services sera assumé par l'assurance-maladie comme pour tout soin dans le système public. Actuellement au Québec, les médecins ne peuvent pas œuvrer à la fois dans le secteur public (rémunéré par la RAMQ) et le secteur privé en même temps, sauf pour de rares exceptions. Ceci a pour effet pervers que des chirurgiens peuvent se retrouver à opérer

une seule fois par semaine dans certains hôpitaux. Dans plusieurs pays européens, dont la Suède, la Norvège et les Pays-Bas, il existe une compétition entre le système privé et le système public, ce qui a nécessairement pour effet une meilleure efficacité dans la gestion des coûts de santé.

❖ **Assurer une couverture universelle à toute la population.**

Avec un gouvernement du PCQ, chaque Québécois serait assuré pour ses soins médicaux. La carte d'assurance-maladie demeurerait valide, les services de santé publics demeureront en place, et l'assurance-maladie pourra éventuellement défrayer les coûts de services privés que le système public n'est pas en mesure de fournir dans des délais raisonnables.

❖ **Assurer le plus haut niveau de rigueur dans la gestion des finances publiques du Québec.**

Le PCQ croit fermement que sans une économie forte, le système de santé ne peut performer.

Dans le but d'améliorer cette gestion, outre la décentralisation du réseau de santé, le PCQ s'engage à instaurer graduellement le concept d'hôpitaux magnétiques, qui consisterait à financer les hôpitaux du Québec selon le nombre de patients soignés, le degré de vulnérabilité de ceux-ci, la nature et la qualité des soins donnés. Ce concept de « *money following patients* » a été instauré dans la vaste majorité des pays développés dont plusieurs pays européens ayant un système de santé à couverture universelle.

L'effet recherché est de cesser de voir le patient comme une source de dépenses pour les hôpitaux, mais plutôt une source de revenus. Le but étant d'améliorer la qualité des soins et de diminuer l'attente. Également, une saine compétition s'instaurerait à travers les hôpitaux pour soigner plus de patients.

Il est à noter qu'une recommandation a été émise en ce sens par le Groupe de travail sur le financement du système de santé en 2008.

❖ **Faire respecter la liberté de choix des Québécois.**

Le PCQ croit fermement que tout Québécois devrait pouvoir choisir son dispensateur de soins. En s'inspirant du modèle allemand, le PCQ donnerait la possibilité aux citoyens de se faire soigner soit dans le réseau public ou dans le réseau privé. Cette dualité de modèle offre à l'Allemagne le privilège d'avoir des temps d'attente raisonnables pour être vu en clinique privée, de même qu'un temps d'attente très court dans les urgences, l'existence de ces cliniques privées ayant de ce fait comme résultat de désengorger les urgences.

D'autre part, le PCQ explorerait graduellement la possibilité de donner le libre choix aux Québécois de souscrire à une assurance privée, pour ceux qui jugent que cette dernière serait plus avantageuse pour eux, l'objectif étant de créer une compétition entre les réseaux d'assurances privés et publics, dans le but d'améliorer la gestion des finances au sein du réseau de santé.

❖ **Respecter les aînés.**

Le PCQ s'inspirerait des modèles des Pays-Bas, du Japon, de la Corée du Sud ainsi que de l'Allemagne en ce qui a trait à la gestion des soins de longue durée. En effet, les Pays-Bas, à la suite de plusieurs réformes de leur système de santé mises en œuvre à partir de 2006, représentent l'un des pays développés contrôlant le mieux la prise en charge des soins de longue durée et des maladies chroniques, tout comme l'Allemagne, la Corée du Sud et le Japon. Ces pays ont instauré une assurance universelle de soins de longue durée pour toute personne de plus de 65 ans, avec la possibilité d'y souscrire dès l'âge de 40 ans. L'assurance inclut également l'accès à des soins à domicile au moment où surviennent de très légères pertes d'autonomie.

Par exemple, selon un article de Policy Options de juin 2020, bien que le ratio de la population de Corée du Sud de plus de 65 ans soit moindre qu'au Canada, les Coréens recevant des soins de longue durée sont en proportion deux fois plus nombreux qu'au Canada grâce à cette assurance. Selon ce même article, le fait que des pays comme l'Allemagne, la Corée

du Sud et le Japon aient instauré ce concept d'assurance de soins de longue durée, permet aux aînés avec une faible perte d'autonomie d'obtenir des soins à domicile très rapidement dès le début de leur déclin, minimisant et retardant ainsi leur prise en charge par des ressources institutionnelles plus coûteuses.

Références :

«Which Country has the World's Best Health Care». By Ezekiel J. Emanuel, June 2020.

«Canada Health care system review in transition» 15, no 1. 2013 1-79. Marchidon, G.P.

«The Norwegian Processes for implementation of medical products and the Associated tenders»: specialist Health services. 2019

«The German Health care system. In international profiles of health care systems». E. Mossialos.

« European Commission. Germany ». Country Health profile 2017. OECD, 2017.
www.oecd.org/publications/germany-countryhealth-profile-2017-9789264283398-en.htm.

«Government of the Netherlands. Ministry of health, Welfare and sport, 2019.
www.government.nl/ministries/ministry-of-health-welfare-and-sport.

« Les hôpitaux magnétiques ». Fascicule 4. Organisation du travail. FIQ. 2013

«Money Following Patients»: A better way to pay for Universally Accessible Hospital Care. Nadeem Esmail. Fraser Institute, 2021.

«We can draw lessons from countries with strong long-term care systems». Policy options. Ito Peng, June 5, 2020. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/june-2020/we-can-draw-lessons-from-countries-with-strong-long-term-care-systems/>

1.3 LES PROPOSITIONS EN SANTÉ

1.3.1

Modifier la Loi sur la santé publique

ATTENDU QUE :

- ❖ La Loi sur la santé publique « (...) a pour objet la protection de la santé de la population et la mise en place de conditions favorables au maintien et à l'amélioration de l'état de santé et de bien-être de la population en général. »
- ❖ L'article 119 de la Loi sur la santé publique qui permet au gouvernement de décréter l'état d'urgence sanitaire a été utilisé et renouvelé à répétition depuis mars 2020.
- ❖ Les pouvoirs conférés par l'état d'urgence sanitaire sont extraordinaires et devraient être limités à des situations d'urgence et justifiables scientifiquement.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Modifiera l'article 119 de la Loi sur la santé publique afin de permettre aux élus de se prononcer sur le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire selon les modalités suivantes :
 - L'état d'urgence sanitaire déclaré par le gouvernement sera applicable pour une période maximale de 10 jours à l'expiration de laquelle le gouvernement doit se réunir, en présence des personnes concernées, si le contexte sanitaire le permet, ou le cas échéant, à distance, afin de soumettre au vote le renouvellement des conditions prévues à la loi. Ainsi, il devra obtenir au moins 80% de majorité parmi les membres de l'Assemblée nationale s'il veut prolonger l'état d'urgence sanitaire. Ce vote sera tenu de façon secrète.

- Si l'état d'urgence sanitaire devait se prolonger au-delà de 30 jours, chaque mesure décrétée par le gouvernement en vertu de la Loi sur la santé publique devra être votée par l'Assemblée nationale et obtenir un minimum de 80% de majorité parmi l'ensemble des députés. Les votes devront être dépouillés avec le respect des dispositions prévues au paragraphe précédent afin d'en maintenir le caractère secret.
- Si l'état d'urgence sanitaire devait se prolonger au-delà de 90 jours, pour obtenir son maintien, le gouvernement devra obtenir un minimum de 80% de majorité parmi l'ensemble des députés de l'Assemblée nationale.
- ❖ Modifiera l'article 123 de la Loi sur la santé publique afin d'éliminer toute possibilité pour le gouvernement d'ordonner, par décret, la vaccination obligatoire de toute la population ou d'une certaine partie de celle-ci.
- ❖ Modifiera l'article 123 de la Loi sur la santé publique afin d'obliger le gouvernement à rendre public, dans un délai raisonnable, toute dépense et tout contrat relié à l'urgence sanitaire. Au-delà de 60 jours d'urgence sanitaire, le gouvernement, s'il croit devoir octroyer un contrat en lien avec cette urgence et qui ne respecte pas le principe d'appel d'offres comme stipulé dans la Loi sur les contrats des organismes publics, devra obligatoirement convoquer immédiatement l'Assemblée nationale afin d'entériner sa décision, et ce, par au moins 80% des membres élus de l'Assemblée.
- ❖ Modifiera l'article 124 de la Loi sur la santé publique afin d'obliger la documentation de l'ensemble des recommandations émises par le directeur national de la santé publique, par les directeurs régionaux de la santé publique ou par leurs représentants. Ces recommandations devront être écrites et rendues publiques tous les 10 jours à moins que ces mesures demeurent inchangées.

1.3.2

Un financement différent des hôpitaux

ATTENDU QUE :

- ❖ Le système de santé a besoin de nouveaux investissements et en même temps de réduire ses coûts, étant donné les prévisions d'augmentation des dépenses de 5% par an pour les 20 prochaines années. Le budget de la santé représente déjà 46% du budget du Québec.
- ❖ Le système de santé a besoin d'incitatifs efficaces pour augmenter l'offre de services aux Québécois et retenir son personnel.
- ❖ Le financement par « budget historique » des hôpitaux qui était indexé chaque année sans tenir compte des performances des administrations et de l'évolution des besoins s'est fait au prix d'un rationnement des services : devant une demande en constante expansion, les hôpitaux n'ont pas eu d'autre choix que de restreindre les admissions afin de respecter leur budget.
- ❖ La principale cause des délais d'attente provient de la mauvaise allocation des ressources médicales disponibles dans le réseau public. Le volume de travail de plusieurs médecins québécois est limité par des quotas et des règles visant à contenir les coûts. Par exemple, le rationnement du temps opératoire dans les hôpitaux a pour effet de restreindre le nombre d'interventions que peuvent effectuer les médecins spécialistes, aggravant ainsi les temps d'attente. Compte tenu de ces contraintes, de nombreux médecins spécialistes ne peuvent obtenir le temps d'opération désiré et se trouvent bien malgré eux en congé forcé plusieurs semaines par année.
- ❖ Dans le système actuel, le patient qui arrive à l'hôpital pour se faire soigner est un tracas pour les gestionnaires dont les services sont déjà débordés et dont le budget est fixe. Il faut plutôt rechercher un système où l'affluence de la clientèle fait partie de la solution, car le patient sera une source de revenus.

- ❖ Il faut apporter des incitatifs à la réduction des dépenses. Avec les « budgets historiques » du système actuel, un gestionnaire qui réduit les dépenses de son établissement risque une baisse équivalente de son prochain budget.
- ❖ La quasi-totalité des pays industrialisés a opté pour un financement des hôpitaux basé sur leur activité.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Instaure un mode de financement pour les hôpitaux et les cliniques médicales en fonction des services rendus. Il s'agira d'utiliser des barèmes de paiement par épisodes de soins, barèmes basés sur les coûts moyens de chaque intervention médicale.
- ❖ Encouragera les entrepreneurs privés en santé à additionner leurs compétences en gestion sur ce marché, particulièrement pour les chirurgies électorales et les examens. Ce sont les services les mieux présentés et organisés qui permettront à un organisme de santé de se financer, par le succès qu'il rencontrera pour attirer des clientèles tout en gardant son personnel.
- ❖ Mettra fin aux budgets "historiques" des hôpitaux et libérera l'initiative des gestionnaires dont l'établissement se verra récompensé pour des innovations qui auront réduit les dépenses et amélioré les délais de service.

1.3.3

Augmenter les effectifs médicaux

ATTENDU QUE :

- ❖ Le visage de la profession médicale est en transformation, en féminisation et en évolution vers des valeurs plus modernes d'équilibre travail-famille et de partage équitable des responsabilités parentales. Les médecins plus âgés qui prennent leur retraite sont progressivement remplacés par une relève qui recherche une charge de travail plus raisonnable, des horaires plus compatibles avec la vie familiale, et plus de temps et d'écoute auprès de chaque patient quitte à en diminuer le nombre.
- ❖ Les standards de la pratique médicale moderne et les exigences déontologiques et médicolégales évoluent vers une tenue de dossier de plus en plus minutieuse, ce qui diminue progressivement le nombre de patients traités par les médecins.
- ❖ L'offre de services médicaux est présentement inférieure à la demande au Québec alors que la demande est vouée à augmenter avec le vieillissement de la population. À titre d'exemple de ce déséquilibre entre l'offre et la demande, beaucoup de Québécois n'ont pas de médecin de famille.
- ❖ Les gouvernements précédents ont tenté d'augmenter l'offre de services médicaux en imposant davantage de travail aux médecins déjà en place, notamment en faisant planer la menace de quotas de patients et de pénalités financières, en ciblant particulièrement les médecins de famille. Cette attitude va à contre-courant de l'évolution de la profession, fait fuir la relève et dévalorise notamment la médecine familiale comme choix de carrière auprès des futurs médecins.
- ❖ Pour augmenter l'offre de services médicaux tout en respectant l'évolution de la profession vers des charges de travail et des horaires plus humains, favorisant une prise en charge de qualité et favorisant l'attrait et la rétention de la relève, il serait préférable d'avoir un plus grand nombre

de médecins au Québec, plutôt que d'exiger davantage de travail du même nombre de médecins.

- ❖ Hormis le coût de la formation, il n'est pas plus coûteux d'avoir deux médecins à temps partiel soignant le même nombre de patients qu'un seul médecin à temps plein, et ce, peu importe si les médecins en question sont rémunérés à l'acte ou par capitation.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Augmentera les admissions en médecine dans les universités québécoises.
- ❖ Augmentera les postes de formation en résidence, particulièrement en médecine familiale.
- ❖ Augmentera graduellement le nombre de médecins au Québec selon les besoins, dans les prochaines années, tout en sachant que cette augmentation des effectifs prendra du temps vu la longue durée de la formation requise.

1.3.4

Pour une meilleure contribution du secteur privé en santé

ATTENDU QUE :

- ❖ Le réseau de la santé québécois peine depuis longtemps à offrir des services de santé dans un délai raisonnable à la population, notamment par l'accès à un médecin de famille, par une attente raisonnable à l'urgence ou par l'accès à des examens ou des services professionnels spécialisés.
- ❖ L'arrivée d'un nouveau virus a contribué à empirer la situation précaire du réseau de la santé et a entraîné le système public au bord de la rupture.
- ❖ La Cour suprême du Canada a statué dans l'arrêt Chaoulli que les Canadiens et les Québécois devraient avoir la possibilité de souscrire à une assurance privée s'ils n'obtenaient pas de soins de santé dans un délai raisonnable dans le système public.
- ❖ Le Parti conservateur du Québec croit à une réduction de l'intervention de l'État dans la vie des Québécois et souhaite encourager l'entrepreneuriat.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Encouragera l'entrepreneuriat dans le domaine des soins de santé.
- ❖ Facilitera l'accès à des soins au secteur privé pour les Québécois, par exemple en permettant de souscrire à une assurance privée.
- ❖ Encouragera l'utilisation des ressources du secteur privé pour certains domaines incapables de fournir à la demande comme pour les soins en santé mentale.

1.3.5

Décentraliser le système de santé

ATTENDU QUE :

- ❖ Près de 800 médecins issus de plus de 50 centres hospitaliers au Québec ont publié un manifeste pour une décentralisation des soins de santé¹.
- ❖ L'hypercentralisation actuelle du système de santé crée des lourdeurs administratives, engendre des gaspillages et empêche une gouvernance locale de gérer avec agilité et rapidité une allocation des ressources disponibles.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Décentralisera la gouvernance de la santé vers les centres hospitaliers pour assurer des mécanismes d'adaptation et de flexibilité accrue.
- ❖ Encouragera l'expérimentation de nouveaux procédés de gestion par les administrations locales.
- ❖ Rétablira, pour chaque centre hospitalier de soins, un poste local d'Administrateur, de Directeur des services professionnels et d'un Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

¹ *L'urgence de décentraliser nos soins de santé* - Regroupement Québécois de Médecins pour la Décentralisation du Système de Santé. <https://www.rqmdss.com/memoire>

2

Travail, économie et finances publiques

2.1 NOS VALEURS EN ÉCONOMIE

- ❖ Nous voulons favoriser l'activité économique. Nous croyons qu'elle doit se réaliser par l'économie de marché, c'est-à-dire des échanges librement consentis entre les individus et les entreprises. L'État n'a pas comme rôle de se substituer à l'entreprise privée et ne devrait pas nous dire où travailler, comment épargner, quoi construire ou produire. Il doit plutôt assurer un environnement qui favorise la concurrence, source d'innovation bénéfique aux consommateurs. La propriété privée et un système de justice indépendant sont les fondements des marchés libres.
- ❖ Nous ne croyons pas qu'une intervention toujours plus grande de l'État soit une solution efficace à tous les problèmes. La mission principale de l'État est de protéger les droits et libertés individuels, administrer la justice civile, criminelle et pénale, investir dans les infrastructures publiques, intervenir en cas de catastrophe naturelle et créer les conditions propices à l'épanouissement des citoyens. La réglementation peut être nécessaire pour établir les règles du jeu, mais elle ne doit pas gérer les marchés dans leurs moindres détails ni entraver un marché libre et florissant. L'État évite de dispenser des privilèges et d'encourager la dépendance des individus et des entreprises. Quand l'État doit agir pour ses citoyens, les ressources et le pouvoir décisionnel sont délégués aux organismes proches des bénéficiaires.
- ❖ L'État doit être adéquatement financé par des taxes et impôts qui ne découragent pas l'investissement et le travail. L'État gère les impôts des Québécois comme fiduciaire de biens publics. Il s'assure que les finances publiques soient administrées de façon saine, que ses budgets soient équilibrés et que la dette du secteur public soit d'un niveau raisonnable par rapport à la capacité de payer des citoyens. Il respecte l'équité intergénérationnelle. Bien que distinct de par sa langue et sa culture, le Québec évolue dans un cadre nord-américain et nous croyons qu'il devrait être compétitif fiscalement pour que les citoyens et les entreprises puissent y demeurer et y investir.
- ❖ La liberté et les droits individuels ont comme corollaire la responsabilité et les obligations individuelles. Il revient au citoyen de subvenir à ses propres besoins, à ceux de sa famille et à ceux des personnes dont il a la

charge. Des citoyens libres assument leurs obligations, la responsabilité de leurs choix et les conséquences de leurs actes sans s'attendre à ce que l'État le fasse à leur place.

2.2 LES PROPOSITIONS EN ÉCONOMIE

2.2.1

Protéger le pouvoir d'achat des contribuables québécois

ATTENDU QUE :

- ❖ Après 20 mois d'urgence sanitaire, les conséquences financières se font sentir pour les contribuables québécois avec la hausse la plus marquée du coût de la vie depuis l'implantation de la TPS au début des années 90.
- ❖ Selon l'Institut Fraser¹, les familles québécoises moyennes dépensent plus pour les taxes et impôts (36.4% du budget) que pour l'ensemble des charges entourant l'alimentation, le logement et l'habillement (35.4%).
- ❖ Bien que le gouvernement du Québec n'ait pas son mot à dire sur la politique monétaire de la Banque du Canada, il dispose de leviers fiscaux pour améliorer le pouvoir d'achat des Québécois.
- ❖ Une réduction du taux d'imposition des deux premiers paliers affecte à la hausse le revenu disponible de plus de 90% des contribuables québécois.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Augmentera l'exemption personnelle de base à 20 000 \$ au lieu de 15 728 \$. Cette mesure sera appliquée rétroactivement pour 2022.
- ❖ Réduira les taux d'imposition pour les paliers suivants :
 - Premiers 46 295 \$: de 15% à 13%
 - De 46 295 \$ à 92 580 \$: de 20% à 18%

- ❖ Cette mesure sera appliquée rétroactivement pour 2022.
- ❖ Le Parti conservateur du Québec a comme objectif à long terme d'instaurer un impôt à taux unique.

1 <https://www.fraserinstitute.org/studies/taxes-versus-necessities-of-life-canadian-consumer-tax-index-2021-edition>



2.2.2

Une fiscalité compétitive pour la main-d'œuvre

ATTENDU QUE :

- ❖ Les entreprises québécoises ont durement souffert des mesures imposées par le gouvernement du Québec depuis les 20 derniers mois.
- ❖ Une multitude de facteurs ont contribué à exacerber la pénurie de main-d'œuvre parmi lesquels de multiples programmes d'assistance qui ont eu pour effet de décourager le retour au travail.
- ❖ Face à un gouvernement fédéral dépensier qui multiplie les programmes, le gouvernement du Québec a toutefois plusieurs outils à sa disposition pour répondre à cette crise.
- ❖ Le Québec est l'endroit en Amérique où la taxe sur la masse salariale est la plus élevée.
- ❖ Les aînés de 60 ans et plus sont de plus en plus en mesure (et sont intéressés) de contribuer à l'essor de l'économie québécoise.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Augmentera le crédit d'impôt au prolongement de carrière des travailleurs d'expérience :
 - De 1500 \$ à 3000 \$ pour les 60 à 64 ans
 - De 1650 \$ à 5000 \$ pour les 65 ans et plus
 - Le crédit d'impôt sera remboursable
- ❖ Diminuera progressivement les taxes sur la masse salariale pour les ramener dans leur ensemble à la moyenne canadienne.

2.2.3

Taxes sur les produits usagés

ATTENDU QUE :

- ❖ Plus on prolonge la durée de vie utile d'un bien de consommation, plus on diminue son empreinte écologique. Plus un bien est utilisé sur une longue durée, plus les dommages que la fabrication de ce bien a causé à l'environnement sont amortis.
- ❖ Appliquer la TVQ aux biens usagés revient à en décourager l'achat, ce qui cause du tort à l'environnement, car la production de biens de consommation neufs est un processus polluant.
- ❖ Appliquer la TVQ à la vente de biens usagés est une pratique qui affecte davantage les plus démunis.
- ❖ Appliquer la TVQ à la vente de biens usagés revient à une double taxation puisque ces biens ont déjà été taxé lors de la vente originale.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Cessera de taxer la revente de tous biens de consommation usagés, incluant les automobiles.

2.2.4

Stimuler l'investissement et la croissance des sociétés québécoises

ATTENDU QUE :

- ❖ Le coût du capital a une influence majeure sur la rentabilité et la compétitivité des entreprises et sur leurs décisions d'investissement.
- ❖ Les coûts élevés reliés aux nombreuses réglementations entourant la levée de capitaux ont pour effet d'augmenter considérablement le coût du capital des entreprises et nuisent donc à leur compétitivité.
- ❖ Alléger les coûts liés à la levée de capitaux et mettre en place des conditions favorables à l'investissement permettront d'améliorer la compétitivité des entreprises déjà établies et favoriseront la venue et la création de nouvelles entreprises qui pourront éventuellement devenir de nouveaux leaders de l'économie au Québec.
- ❖ Mettre en place des conditions qui inciteront les Québécois à investir leurs épargnes dans des entreprises qui investissent au Québec favorisera un accès au capital pour ces entreprises qui contribuent à notre économie tout en encourageant l'actionnariat québécois.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Élargira les secteurs admissibles aux placements privés accréditifs en y ajoutant :
 - Les technologies de l'information
 - Les biotechnologies
 - Les technologies propres

- ❖ Facilitera l'accès aux placements privés pour les investisseurs individuels en révisant les critères d'admissibilité pour le statut d'investisseur qualifié :
 - Actifs nets de 500 000 \$ pour un individu (au lieu de 1 000 000 \$).
 - Revenu de 150 000 \$ (au lieu de 200 000 \$) dans les deux dernières années.
 - Actifs nets de 2 000 000 \$ avec le ou la conjointe (au lieu de 5 000 000 \$)
- ❖ Instauration d'un crédit d'impôt remboursable de 30% des frais éligibles liés à un premier appel public à l'épargne d'une société québécoise. Les frais éligibles seraient limités à 15% du montant de l'émission d'actions ou 5 000 000 \$ (le montant le plus bas).
- ❖ Instauration d'un crédit d'impôt remboursable de 50% (au maximum de 350 000 \$ annuellement) pour aider les entreprises nouvellement inscrites en bourse à couvrir leurs dépenses liées à la conformité durant les cinq premières années suivant leur premier appel public à l'épargne.

2.2.5

Fonds des Générations

ATTENDU QUE :

- ❖ Le Fonds des Générations est un outil efficace pour améliorer la viabilité à long terme des finances publiques en allouant des sommes futures au paiement de la dette publique.
- ❖ Le Fonds s'établit à près de 12 G\$.
- ❖ La valorisation des actifs dans le Fonds est élevée.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Cristallisera une partie substantielle des gains du Fonds (de 25 et 50% selon les conditions du marché) afin de l'appliquer sur les émissions venant à échéance (pour la réduction de la dette).

3

Famille et logement

3.1 NOS VALEURS SUR LA FAMILLE

- ❖ La famille est l'institution primordiale de notre société et constitue une pièce maîtresse dans la réussite des jeunes et dans leur cheminement vers l'autonomie personnelle,
- ❖ L'État doit soutenir directement les parents et la famille lorsque cela est possible, plutôt que de subventionner des services uniformisés, afin de favoriser un marché des services plus apte à répondre efficacement et rapidement aux besoins exprimés par les familles.
- ❖ Il est essentiel de redonner aux parents la liberté de choix dans les services éducatifs et de garde pour la petite enfance.
- ❖ Lorsque, pour diverses raisons, les familles peinent à fournir le soutien physique et moral dont les enfants ont besoin au quotidien (incluant leur vie scolaire), le gouvernement doit soutenir et financer des solutions pour pallier cette situation et favoriser l'épanouissement des enfants,
- ❖ Le gouvernement doit faciliter le processus d'adoption pour les enfants qui n'ont plus de famille.

3.2 LES PROPOSITIONS SUR LA FAMILLE

3.2.1

Une allocation de 200 \$ par semaine par enfant

ATTENDU QUE :

- ❖ De nombreuses familles ont besoin du soutien de services de garde pour faire face aux réalités diversifiées du marché du travail.
- ❖ Les gouvernements qui se sont succédé depuis plusieurs décennies au Québec ont opté pour un quasi-monopole d'État en matière de garde d'enfants.
- ❖ L'organisation actuelle des services de garde néglige les différences inhérentes à la situation de chaque famille et en pénalise un grand nombre.
- ❖ Les gouvernements ont réduit la diversité des solutions et créé un nouveau registre de listes d'attente.
- ❖ Le ministère de la Famille s'avère incapable de créer rapidement de nouvelles places en garderie pour répondre à la demande.
- ❖ Plusieurs études ont démontré que le taux d'emploi des parents peut être amélioré, à moindre coût pour les contribuables, par une aide directe aux familles plutôt que par des subventions à de grosses structures bureaucratiques.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Donnera à tous les parents d'enfants d'âge préscolaire le libre choix en matière de garde d'enfant.

- ❖ Versera, d'ici la fin de son premier mandat, une allocation de garde imposable de 200 \$ par semaine et par enfant admissible.
- ❖ Versera cette allocation à l'un ou l'autre des parents de l'enfant pourvu qu'au moins l'un des deux parents ait un emploi à temps plein. Une allocation proportionnelle sera versée pour les détenteurs d'un emploi à temps partiel. Les parents pourront alors choisir pour leur enfant le mode de garde qui leur convient le mieux : CPE, garderie privée ou garderie familiale.
- ❖ Ajustera à la hausse le montant de 8,50 \$ par jour que les parents déboursent actuellement pour une garderie privée subventionnée ou pour un CPE au fur et à mesure que l'allocation de garde augmentera. Il réduira en conséquence le montant des subventions versées aux garderies subventionnées et aux CPE. Il mettra cette allocation progressivement en place sur 4 ans qui remplacera à terme le financement public des CPE et des garderies ou services de garde subventionnés ainsi que les remboursements anticipés pour frais de garde. Lorsque cette allocation atteindra 200 \$ par semaine et par enfant, le tarif quotidien sera dérèglementé et les garderies pourront fixer elles-mêmes le prix exigé pour leurs services.
- ❖ Permettra à toute personne qualifiée d'ouvrir une garderie en se conformant aux normes gouvernementales, à condition qu'elle soit en mesure d'autofinancer le service offert. Les listes d'attente disparaîtront rapidement tandis que la concurrence entre les garderies permettra aux parents d'avoir plus de choix quant aux heures de service et quant à la nature des services offerts.
- ❖ Libérera ainsi le ministère de la Famille de l'obligation de surveiller le respect de la politique de tarification de 8,50 \$ par jour et permettra à ce ministère de rediriger ses efforts vers l'inspection des garderies, afin d'assurer un environnement adéquat aux enfants qui les fréquentent.

3.2.2

Mieux soutenir les familles et encourager la natalité

ATTENDU QUE :

- ❖ La famille est l'unité de base de notre société et constitue l'institution la plus importante aux yeux des Québécois.
- ❖ Le taux de fécondité est en baisse constante depuis plusieurs décennies et était seulement de 1,5 enfant par femme en 2020. Le taux de naissance est passé sous la barre des 10 pour 1000 habitants.
- ❖ Il est légitime, dans ce contexte de faible natalité, de s'inquiéter pour le renouvellement démographique de la nation québécoise et pour sa survie à moyen et long terme.
- ❖ Il a été démontré que des interventions publiques peuvent, selon le contexte économique, produire un effet mesurable sur le taux de fécondité.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Maintiendra intégralement le programme d'allocation familiale et le bonifiera annuellement en fonction du coût de la vie et de l'inflation.
- ❖ Ajouter une troisième option au programme de Régime québécois d'assurance parentale, soit la possibilité de recevoir 100% de son salaire sur une période de 26 semaines.
- ❖ Offrira un crédit d'impôt supplémentaire aux ménages qui donnent naissance ou adoptent plus de deux enfants.
- ❖ Abolira les droits de mutation lors de l'achat d'une maison servant de domicile aux familles qui comprennent au moins deux enfants d'âge mineur (ce programme ne sera accessible qu'une seule fois par ménage).

- ❖ Offrira aux familles nombreuses (4 enfants ou plus) une subvention pouvant aller jusqu'à 5000 \$ pour l'achat d'une automobile de type fourgonnette.



3.2.3

Mieux soutenir les aînés et leurs aidants naturels

ATTENDU QUE :

- ❖ Les conservateurs reconnaissent le rôle important des personnes âgées dans le développement économique, social et politique du Québec ainsi que dans la transmission du savoir et des valeurs de la société québécoise auprès des générations montantes. Nous devons faire preuve de respect à leur égard et les traiter avec dignité
- ❖ La famille est l'unité de base de notre société et constitue l'institution la plus importante aux yeux des Québécois.
- ❖ Les proches aidants jouent un rôle important et encore sous-estimé, en prenant soin de nos aînés et de proches handicapés.
- ❖ Le Québec constate, depuis plusieurs années, les situations d'abandon de ses aînés ainsi que l'insuffisance criante des programmes d'aide aux proches aidants.
- ❖ Les aînés et les personnes handicapées ou en perte d'autonomie sont parmi ceux ayant le plus souffert des mesures imposées par le gouvernement en contexte de crise sanitaire.
- ❖ Les options présentement mises de l'avant par le gouvernement actuel - entre autres, les maisons pour aînés - nécessitent des investissements trop vaguement évalués et donc difficilement justifiables, ce qui témoigne d'une gestion inefficace et irresponsable des fonds publics.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Bonifiera substantiellement le crédit d'impôt pour proche aidant, jusqu'à hauteur des coûts que l'État devrait prendre en charge si la personne était hébergée en institution.

- ❖ Facilitera l'accès à la propriété bigénérationnelle en abolissant les droits de mutation lors de l'achat d'une telle propriété par les familles qui aident un proche au quotidien.
- ❖ Interviendra au niveau des municipalités afin de rendre moins contraignantes les règles visant la construction, l'aménagement ou la transformation pour fin de revente des maisons bigénérationnelles.



3.2.4

Affirmer la primauté parentale comme principe fondamental du droit de la famille

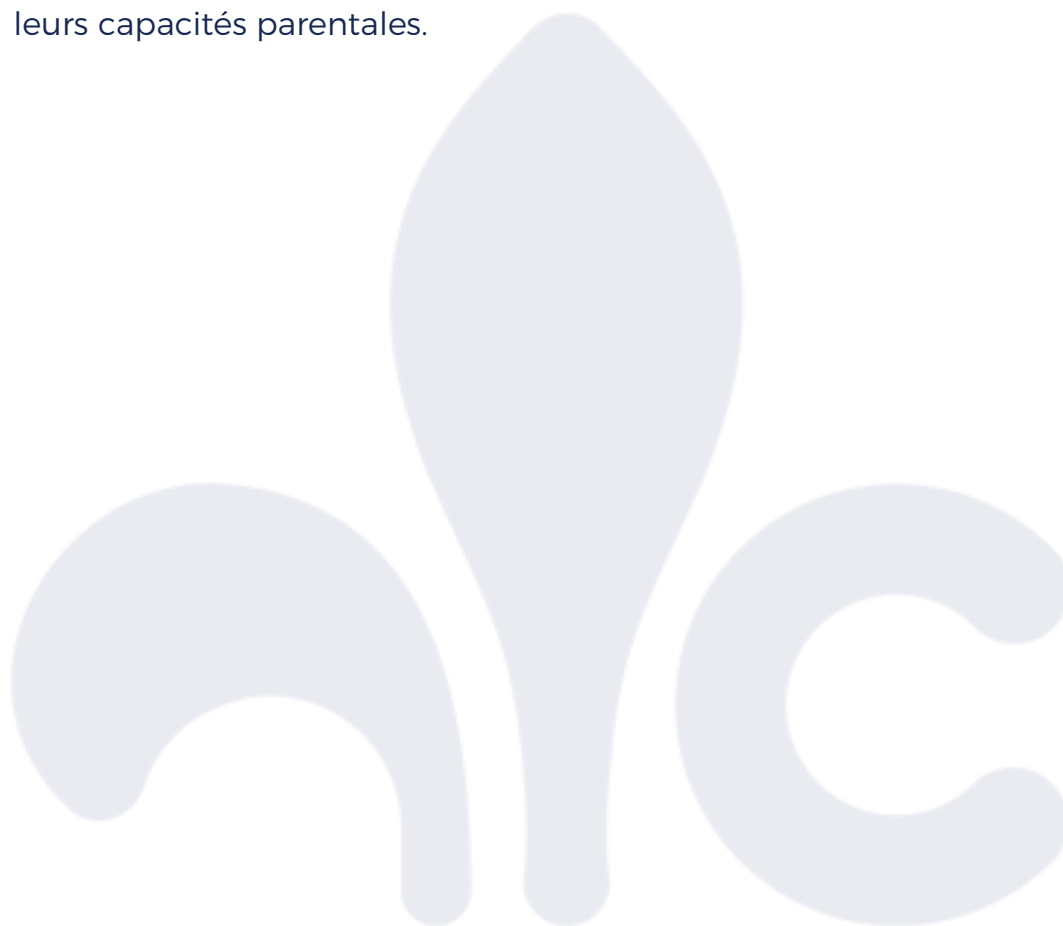
ATTENDU QUE :

- ❖ La Loi sur la protection de la jeunesse, adoptée à l'unanimité en 1979, établit deux principes fondamentaux en matière de droit familial, soit, en premier lieu, l'intérêt de l'enfant et le respect de ses droits, suivi de la primauté de la responsabilité parentale. Ces deux principes fondamentaux participent d'une même approche, voulant que l'unité familiale aimante soit le socle idéal pour assurer le développement de l'enfant et son passage de l'enfance à l'âge adulte.
- ❖ De multiples comités d'experts ont, depuis l'introduction de cette loi en 1979, réaffirmé les principes fondamentaux de cette Loi, qui incluent l'intérêt de l'enfant et la primauté de la responsabilité parentale.
- ❖ La Direction de la protection de la jeunesse dispose des leviers juridiques suffisants pour retirer un enfant de la garde des parents biologiques lorsqu'un tel enfant est soumis à des violences physiques, psychologiques ou sexuelles et à tout autre maltraitance ou insuffisance de soins.
- ❖ Le principe de primauté de la responsabilité parentale vise d'abord et avant tout à responsabiliser le parent ayant perdu la garde de son enfant et voulant la reprendre, afin qu'il mette en place les conditions nécessaires pour l'obtenir.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Réaffirmera le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et du respect de ses droits comme principe premier de la Loi sur la protection de la jeunesse.

- ❖ Réaffirmera le principe de la primauté de la responsabilité parentale comme deuxième principe en importance de la Loi sur la protection de la jeunesse.
- ❖ Mettra en application les recommandations de rapports d'experts, incluant celui issu de la récente commission Laurent, afin de protéger les enfants québécois et de mieux servir leurs intérêts.
- ❖ Favorisera une intervention auprès des parents et, dans les cas pour lesquels cela est possible et nécessaire, à leur engagement actif tout au long du processus d'intervention, afin de favoriser le développement de leurs capacités parentales.



3.3 NOS VALEURS SUR LE LOGEMENT

- ❖ L'approche du Parti conservateur du Québec est différente de celle des vieux partis. Pour le PCQ, le marché est un levier et non pas un obstacle. En libéralisant le marché, la construction de logements à loyers modérés s'accélérera. Il n'y a pas de crise du logement, mais des blocages dans la mise sur le marché de nouveaux logements à des prix raisonnables, qui sont causés par une réglementation abusive.
- ❖ La seule approche viable est de favoriser une amélioration du marché par une augmentation de l'offre de logement. Il faut donc rendre l'investissement dans les immeubles locatifs plus rentable que les autres alternatives de placement.
- ❖ Ce n'est pas le rôle du propriétaire de faire de l'aide sociale pour favoriser des logements abordables. L'État peut s'en charger pour les plus démunis, mais doit cesser de faire des interventions qui pénalisent l'ensemble du système, étouffent le marché et créent des pénuries.
- ❖ Le PCQ croit que le droit au maintien dans les lieux des locataires doit être préservé, sauf pour certaines exceptions déjà prévues par la loi. Bien que nous croyions que le bail doit être un contrat libre et que chaque partie devrait idéalement être libre de le rompre, il est vrai qu'il existe une « imperfection de marché » pour les locataires, étant donné qu'on ne quitte pas un logement aussi facilement que si on choisissait un autre article de consommation comme des vêtements ou un restaurant.
- ❖ Les vieux partis déplorent les difficultés actuelles, mais font semblant de ne pas en connaître les causes qui tiennent à un environnement réglementaire contre-productif. Leur vision opportuniste a produit un marché raréfié en logements abordables. Le pouvoir politique a toujours préféré limiter un marché libre et créateur de logements pour lui préférer des mesures électoralistes à courte vue, en faisant semblant de « protéger » les locataires contre les aléas du marché.

- ❖ Un contrôle excessif des loyers fait des perdants chez les propriétaires qui ne peuvent rentabiliser leur investissement, mais aussi chez une partie des locataires. En effet, les locataires qui ont un logement dont le prix est inférieur au prix du marché hésiteront avant de déménager, ce qui ne libère pas ces loyers pour d'autres locataires qui pourraient se le payer.
- ❖ Si les barèmes de fixation de loyer étaient moins restrictifs, l'investissement dans le marché locatif augmenterait à 66 % (de 3 G\$ à 5 G\$). Les logements seraient en meilleur état, plus sécuritaires, et bénéficieraient d'une efficacité énergétique accrue.
- ❖ Le logement dit « social » et subventionné n'est pas une solution pour résoudre tous les problèmes. Ce type d'habitation ne règle pas les problèmes rencontrés par le locataire moyen. Il représente cependant une solution pour les gens qui ont des problèmes particuliers auxquels le marché ne répond pas adéquatement : incapacités motrices, santé mentale fragile, toxicomanie, familles très nombreuses et incapacité de travail. Pour tous les autres, il est préférable de les aider directement par l'intermédiaire des programmes existants d'allocation-logement ou de supplément au loyer.
- ❖ L'État est un propriétaire éloigné du terrain qui manque d'incitatifs pour entretenir correctement les HLM. On doit aider les gens qui ont des problèmes particuliers, mais il vaut mieux le faire par des allocations ciblées que de subventionner le béton. Les locataires en difficulté qui cherchent un logement pourront ainsi choisir plus facilement le milieu de vie qui leur convient. Cela leur évitera aussi d'attendre des années sur des listes de gens admissibles et d'être servis après ceux qui ont des passe-droits.

3.4 LES PROPOSITIONS SUR LE LOGEMENT

3.4.1

Pour une fixation de loyer profitable à toutes les parties

ATTENDU QUE :

- ❖ Les locataires ont le droit au maintien dans leurs lieux de vie et d'être protégés contre des augmentations de loyer abusives.
- ❖ Les propriétaires ont besoin d'un incitatif pour entretenir et améliorer leurs logements.
- ❖ Ces dernières décennies, ce dernier objectif a été clairement négligé, ce qui a amorcé une crise de rareté du logement.
- ❖ Une réglementation abusive permet au locataire d'intenter un recours devant le tribunal pour forcer la réouverture du contrat signé (donc pourtant accepté) puis l'application rétroactive de l'ancien loyer, et cela en vertu de la section G du bail qui fournit au nouveau locataire l'information quant au montant du loyer payé par son prédécesseur. Lorsqu'un propriétaire rénove un logement devenu vacant, il doit avoir la garantie que le nouveau locataire acceptera sincèrement la hausse de loyer plutôt que de voir son investissement menacé par un nouveau locataire qui renierait sa signature et contesterait l'augmentation.
- ❖ Une extension abusive de la fixation des loyers par le Tribunal du logement permet à des locataires fortunés de bénéficier de la fixation du loyer pour des logements haut de gamme.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Demandra une révision du Règlement sur les critères de fixation de loyer et confiera cette responsabilité à une autorité à vocation économique

pour évaluer la conjoncture annuellement à l'abri de l'arbitraire des politiciens.

- ❖ Abolira le recours en vertu de la section G du bail si le vrai montant du loyer précédent y figure et modifiera en conséquence l'article 1950 du Code civil.
- ❖ Soustraira les logements complètement rénovés du contrôle des loyers pour une période de cinq ans, afin d'inciter les propriétaires à faire une mise à niveau de leur logement, après le départ du locataire, par une approche de remise à neuf plutôt que par des rénovations souvent sommaires et peu durables.
- ❖ Soustraira les loyers élevés du contrôle des loyers.
- ❖ Bonifiera l'allocation-logement pour les locataires les plus démunis.



3.4.2

Contre un registre des loyers

ATTENDU QUE :

- ❖ Plusieurs groupes de pression demandent l'instauration d'un registre des loyers et que certaines municipalités s'y sont engagées alors que d'autres semblent hésiter.
- ❖ Un registre des loyers n'est pas une simple chambre d'enregistrement. Ce fichier encouragerait des locataires à déposer une requête au Tribunal du logement pour obtenir un jugement obligeant le propriétaire à remettre le loyer à son niveau antérieur. Le nombre de causes exploserait très probablement.
- ❖ Les locataires sont déjà protégés d'une hausse abusive du loyer qu'ils occupent. Un registre des baux serait, dans les faits, un moyen de contrôler les loyers au Québec, ce qui n'a jamais été l'objectif stipulé dans le Livre blanc sur le logement.
- ❖ En Ontario, un tel registre existait entre 1987 et 1998. Il a été aboli en raison de son coût et du manque de fiabilité des informations qu'il contenait. En 2004, le gouvernement ontarien estimait à 35,5 M\$ la remise sur pied d'un tel registre et à 10 M\$ son entretien. Si de telles sommes étaient disponibles, elles devraient plutôt servir à bonifier les programmes de supplément au revenu.
- ❖ Ce registre des baux serait, dans les faits, un moyen supplémentaire de contrôler les loyers au Québec. Cette disposition empêcherait les propriétaires de tenir compte de rénovations qu'ils peuvent faire entre deux locations et les empêcherait de rentabiliser leur investissement.
- ❖ Un registre serait un cadeau à ceux qui font le commerce des baux au moyen de la cession de bail, puisqu'ils pourraient identifier plus facilement les logements à cibler ayant un loyer inférieur à celui du marché.

- ❖ Un registre des baux infantilise et déresponsabilise les locataires, en tant que consommateurs, qui sont tout à fait capables d'évaluer le juste prix d'un loyer demandé.
- ❖ Le contrôle des loyers deviendrait total et cela se ferait par un moyen détourné, alors que seule une minorité de locataires éprouvent des problèmes d'abordabilité.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Abolira tout registre des loyers qui dépendent de son autorité.



3.4.3

Pour un dépôt de loyer en garantie par le locataire

ATTENDU QUE :

- ❖ Le dépôt de garantie est une pratique qui existe partout ailleurs au Canada, en Amérique et en Europe, et qui permet de réduire les pertes massives encourues par les propriétaires lorsque les logements sont détériorés et/ou que les loyers ne sont pas payés.
- ❖ Les dommages aux logements coûtent 102 millions \$ par année au Québec et les loyers impayés coûtent 220 millions \$ par année.
- ❖ Lorsqu'on loue une auto, on laisse un dépôt de garantie ; pourquoi interdire cette pratique pour un logement ?
- ❖ 51% des locataires seraient favorables au dépôt de garantie si le montant était déposé dans un compte bancaire protégé et que le propriétaire ne pouvait conserver l'argent qu'avec l'accord du locataire ou sur décision du tribunal. Aussi, 67% des locataires disent avoir la capacité de verser un dépôt de garantie d'un mois.
- ❖ Les locataires ayant déjà un bail n'auraient pas à verser de dépôt de garantie. L'introduction de cette mesure s'effectuerait donc très graduellement.
- ❖ Les locataires auraient accès à un parc de logements en meilleur état, car l'instauration d'un dépôt de garantie favoriserait la mise à disposition de logements plus propres au moment d'y emménager.
- ❖ Les locataires qui ont un mauvais crédit ou des revenus insuffisants, inconstants ou insaisissables auraient moins de difficultés à trouver un logement, car le dépôt de garantie rassurerait le propriétaire.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Permettra le dépôt de garantie ou une caution pour toute nouvelle location.



3.4.4

Aider les locataires démunis plutôt que subventionner le béton

ATTENDU QUE :

- ❖ L'État est un propriétaire éloigné du terrain qui manque d'incitatifs pour entretenir correctement les HLM.
- ❖ Le coût d'une nouvelle unité de HLM est d'au moins 50 % plus élevé qu'une série de nouvelles unités privées de capacité comparable. La gestion publique fournit moins d'incitatifs pour contrôler les coûts et les HLM sont toujours beaucoup plus dispendieux que les logements privés.
- ❖ Le logement dit « social » et subventionné n'est pas une solution pour résoudre tous les problèmes. Ce type d'habitation ne règle pas les problèmes rencontrés par le locataire moyen. Il est cependant une solution pour les gens qui ont des problèmes particuliers auxquels le marché ne répond pas adéquatement : incapacités motrices, santé mentale fragile, toxicomanie, familles très nombreuses et incapacité de travail.
- ❖ À montant égal, les subventions « à la personne » permettent de satisfaire quatre fois plus de bénéficiaires que les subventions « à la brique ». Il est donc plus judicieux pour nos gouvernements de verser un supplément aux familles à faible revenu plutôt que de subventionner le logement dit « social ».

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Préférera aider les gens qui ont des problèmes spécifiques pour accéder au marché locatif et le fera par des allocations ciblées et dans le cadre des programmes existants d'allocation-logement ou de supplément au loyer plutôt qu'en subventionnant la construction de HLM supplémentaires. Ces locataires en difficulté pourront ainsi choisir plus facilement le lieu de

vie qui leur convient. Cela leur évitera aussi d'attendre des années sur des listes de gens admissibles où ceux qui sont servis ont souvent des passe-droits.

- ❖ Réduira les coûts de construction de nouvelles unités de logements locatifs, HLM inclus. Des économies significatives pourraient être obtenues en dérèglementant l'industrie de la construction et en révisant certaines dispositions du Code de construction qui restreignent inutilement la polyvalence des travailleurs sur les chantiers. De plus, les vieux immeubles ne peuvent pas être raisonnablement rénovés selon toutes les normes coûteuses de ce Code.



4

Environnement, transport et ressources naturelles

4.1 NOS VALEURS EN ENVIRONNEMENT

- ❖ Nous sommes fiers de nos valeurs en environnement, parce que nous sommes réalistes et nous disons ce que nous pensons vraiment à la population du Québec.
- ❖ Nous conservateurs avons depuis toujours des préoccupations qui convergent avec l'écologie et croyons qu'il faut agir de façon proactive mais aussi rationnelle par rapport aux effets des changements climatiques causés ou non par l'activité humaine. La préservation de nos foyers, de l'enracinement local, de notre héritage commun, des terroirs, des paysages et de la beauté du monde pour les générations futures doit servir d'inspiration pour notre conservatisme vert.
- ❖ Nous mettons l'être humain au centre de nos préoccupations. L'être humain ne fait pas que consommer des ressources, il est lui-même un créateur de ressources qui travaille, invente et produit. C'est cela qui nous donne confiance en l'avenir. L'existence du génie humain donne à l'homme une place à part dans la nature. C'est l'innovation et les valeurs de responsabilité qui ont bâti nos sociétés où nous vivons de mieux en mieux.
- ❖ Le legs le plus important d'une génération n'est pas une réserve de ressources naturelles non renouvelables. Nos ressources n'auront aucune valeur si elles restent dans le sol. Le legs le plus important d'une génération à la planète, ce sont les connaissances et les institutions que nos sociétés occidentales ont développées pour résoudre les problèmes auxquels elles ont été confrontées.
- ❖ Les conservateurs sont des optimistes et non pas des alarmistes. Nous tenons compte de nombre de prévisions catastrophistes formulées dans le passé qui se sont avérées être des modélisations simplistes et erronées. Notre perspective sur la santé environnementale de la planète, c'est que nous disposons de plus en plus de chercheurs et d'innovateurs mieux réseautés que jamais dans l'histoire. Il est certain que le rythme des découvertes scientifiques, et leurs conséquences pratiques, s'accélèrera

par rapport au siècle précédent et décuplera nos capacités de réaction face aux changements environnementaux. L'adaptation au changement sera toujours possible, encore plus demain qu'aujourd'hui. Nous misons donc sur les adaptations au fur et à mesure des changements qui seront vraiment constatés dans notre environnement, et cela inclut les changements bénéfiques.

- ❖ Ce sont les sociétés qui créent de la richesse qui ont les ressources pour protéger leur environnement. Nous sommes capables de produire de l'abondance, et nous n'avons pas besoin d'austérité et de décroissance. Pour ce faire, nous pouvons développer nos atouts, entre autres par l'exploitation de nos richesses naturelles. Il est plus logique de faire croître le plus possible notre économie afin de mieux faire face aux conséquences de certains changements climatiques, plutôt que de nuire à notre économie maintenant et de compromettre notre capacité d'adaptation à l'avenir.
- ❖ Le PCQ met en perspective le principe de précaution au profit d'une approche équilibrée où l'on compare les impacts de l'action et de l'inaction.
- ❖ L'effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre au Québec qui nous est demandé par l'ONU ne pourra avoir qu'un effet infime sur le climat futur de la Terre.
- ❖ En fait, la plupart des gouvernements occidentaux font des compromis avec le discours extrémiste de certains écologistes, mais n'accomplissent pas dans les faits les belles promesses qu'ils ont annoncées en conférence de presse. Dans le cas du gouvernement Legault, est-il besoin de rappeler que l'atteinte hypothétique de ses engagements sur le CO2 n'aurait pratiquement aucun effet sur le climat.
- ❖ Nous voulons faire de l'environnement un des moteurs de notre développement économique, entre autres avec la captation du carbone et un meilleur contrôle des rejets industriels et agricoles.

4.2 LES PROPOSITIONS EN ENVIRONNEMENT

4.2.1

Valoriser nos ressources naturelles

ATTENDU QUE :

- ❖ L'extraction et la transformation des ressources naturelles ont contribué à la richesse des régions du Québec dans leur ensemble.
- ❖ Le renforcement de l'autonomie énergétique du Québec lui permettra de se procurer des énergies fossiles moins polluantes et à meilleur coût.
- ❖ Il y a un coût économique et social à retarder le progrès matériel et le développement de nos ressources naturelles.
- ❖ Ce sont les pays qui s'enrichissent qui investissent dans la protection de leur environnement.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Favorisera des évaluations environnementales diligentes et s'appuyant sur les meilleures pratiques existantes au Québec et ailleurs.
- ❖ Favorisera une approche équilibrée pour comparer les risques et les bénéfices potentiels d'une action donnée, avec les risques et bénéfices d'une inaction.
- ❖ Encouragera l'exploration et l'exploitation des ressources minérales, comme le gaz de schiste, pourvu que les trois principes suivants soient respectés :
 - L'acceptabilité sociale par les communautés locales, y compris autochtones.

- La minimisation des pollutions aériennes et aqueuses, de surface et souterraines.
- La planification de la restauration.



4.2.2

Encourager l'entrepreneuriat en environnement

ATTENDU QUE :

- ❖ Les meilleures technologies pour préserver l'environnement seront le fruit de la recherche et de l'innovation sur un marché concurrentiel.
- ❖ Hydro-Québec subventionne les éoliennes pour une valeur de 1 G\$ par an pour une énergie intermittente, peu efficace, produite par des équipements dont la fabrication et le recyclage sont très polluants.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Encouragera l'entrepreneuriat en environnement.
- ❖ Jouera un rôle de facilitateur pour encadrer et encourager les entreprises privées à développer les ressources de façon responsable.
- ❖ Investira dans des infrastructures utiles pour la réalisation de grands projets miniers ou énergétiques.
- ❖ Révisera en profondeur la mission du Fonds vert et exigera une comptabilité transparente pour éliminer les projets inutiles.
- ❖ Cessera progressivement de subventionner les tarifs préférentiels pour l'électricité d'origine éolienne.
- ❖ Cessera progressivement les subventions aux véhicules électriques, pour lesquels la viabilité commerciale est désormais assurée.
- ❖ Cessera progressivement les subventions aux biocarburants, une énergie qui n'a pas démontré de bénéfices environnementaux.

4.2.3

3e lien à Québec

ATTENDU QUE :

- ❖ Un 3e lien est nécessaire pour réduire la congestion du transport routier.
- ❖ La ceinture de contournement prévue dans les années soixante-dix n'a jamais été complétée.
- ❖ Les camions ne peuvent déjà plus circuler sur le vieux pont de Québec.
- ❖ Le gouvernement actuel a annoncé un projet ne reposant pas sur des études publiques avec des coûts avoisinant les 10 G\$.
- ❖ Le projet de tunnel a été avancé par le gouvernement sans tenir suffisamment compte des alternatives possibles telles un pont.
- ❖ Un tunnel ne permettrait pas la circulation du transport des matières dangereuses.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Réitérera son appui au troisième lien entre la capitale nationale et sa Rive-Sud.
- ❖ Privilégiera la construction d'un pont à l'est de Québec.
- ❖ Si le tunnel est en cours de réalisation, le PCQ ira de l'avant afin de ne pas retarder la construction de cette essentielle liaison, tout en voyant à en diminuer les impacts négatifs.

4.2.4

Tramway à Québec

ATTENDU QUE :

- ❖ Le problème de circulation à Québec est principalement causé par l'obligation pour les employés de se rendre sur la Colline parlementaire qui n'est accessible que par 25% de son contour. Ainsi, les travailleurs de Lévis doivent passer par le pont de Québec et arriver par le même trajet que les ceux de l'Ouest de la ville. Ceux de Beauport doivent rejoindre ceux de Charlesbourg pour arriver par le Nord. Le vrai problème est donc un problème d'accès.
- ❖ Le tracé actuel est situé sur les lignes des parcours express Métrobus. Jamais la ville de Québec n'a pu réussir à fournir la preuve du gain net réel de ce projet qui va mener à un abattage de 1700 arbres matures.
- ❖ La fréquentation de ce futur tramway comporte encore beaucoup d'incertitudes, entre autres avec la croissance du recours au télétravail.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Redonnera la possibilité de faire des référendums sur les grands projets structurants, tant à Québec qu'à Montréal.
- ❖ Suspendra le projet tramway et révisera les alternatives, dont la décentralisation des lieux de travail d'une partie des 50 000 fonctionnaires de la Capitale nationale. Si la proposition demeure viable, un référendum sur cette question, à l'intention des citoyens de l'agglomération de Québec, sera effectué.

4.2.5

Bourse du carbone

ATTENDU QUE :

- ❖ Les gouvernements fédéral et provincial ont mis en chantier des Bourses du carbone.
- ❖ Les taxes sur le carbone ont trop souvent servi à financer des projets inutiles et à résoudre des problèmes dont la dynamique n'est pas suffisamment étayée.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Établira des taxes sur le carbone les moins élevées possible.
- ❖ Versera le fruit de ces taxes à un Fond des générations. Si la hausse des températures justifie des mesures de mitigation des effets du climat, ces fonds seront à la disposition des générations futures.
- ❖ Fera le ménage dans le Fonds vert, duquel le gouvernement actuel est incapable d'obtenir des états financiers crédibles.

4.2.6

Un système de redevances minières plus juste

ATTENDU QUE :

- ❖ Toute exploitation minière a des impacts directs sur la communauté dans laquelle l'exploitation se déroule.
- ❖ Les redevances peuvent être une bonne source de revenu et de réserve pour la période subséquente à l'exploitation.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Révisera le système de redevances pour permettre aux individus des collectivités concernées de recevoir leur part des redevances et développer l'économie locale.
- ❖ Une partie des redevances minières sera versée au Fonds des Générations.

4.2.7

Renforcer la mission d'Hydro-Québec

ATTENDU QUE :

- ❖ Hydro-Québec pourrait améliorer sa productivité et la mettre au niveau des autres sociétés semblables en Amérique du Nord afin de maximiser ses retombées pour tous les Québécois.
- ❖ Les marchés de l'électricité aux États-Unis et en Ontario présentent d'importantes possibilités de vente de nos surplus.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Cessera d'utiliser cette société d'État pour distribuer des subventions.
- ❖ Encouragera une mise à niveau de sa productivité basée sur des standards internationaux.
- ❖ Mettra en place des incitatifs ciblés pour économiser l'énergie et récompenser les consommateurs avisés.
- ❖ Considérera la possibilité d'augmenter graduellement les tarifs à titre d'incitatif aux économies d'énergie et de levier pour l'exportation d'électricité.

4.2.8

Améliorer la fluidité de la circulation sur les autoroutes

ATTENDU QUE :

- ❖ Les limites de vitesse n'incitent pas les automobilistes à réduire leur vitesse.
- ❖ Les limites de vitesse artificiellement basses deviennent des prétextes pour donner des contraventions pour financer les gouvernements.
- ❖ Les limites de vitesses sur les autoroutes sont établies à 110 km/h en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Adoptera la règle du 85e percentile qui établit que la limite de vitesse sur les routes ne doit pas être inférieure à la vitesse à laquelle en moyenne 85% des automobilistes circulent.
- ❖ Installera sur les grands axes routiers une signalisation routière intelligente permettant de faire varier la limite de vitesse sur les autoroutes du Québec selon les conditions.
- ❖ Augmentera jusqu'à 120 km/h la limite de vitesse là où les conditions routières et l'éclairage permettent de le faire en toute sécurité.

4.2.9

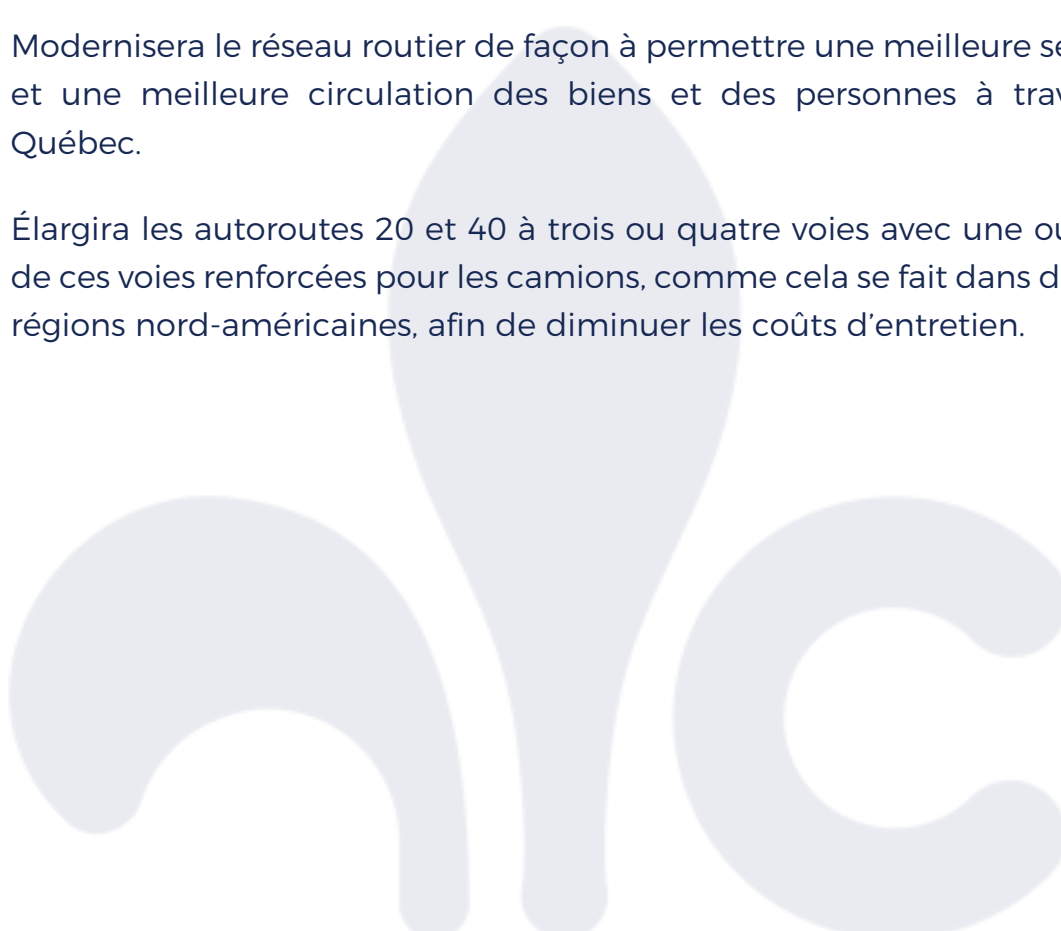
Autoroutes 20 et 40 à trois et quatre voies

ATTENDU QUE :

- ❖ Les divers types de véhicules mobiles restent le moyen principal de transit des gens et des marchandises.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Modernisera le réseau routier de façon à permettre une meilleure sécurité et une meilleure circulation des biens et des personnes à travers le Québec.
- ❖ Élargira les autoroutes 20 et 40 à trois ou quatre voies avec une ou deux de ces voies renforcées pour les camions, comme cela se fait dans d'autres régions nord-américaines, afin de diminuer les coûts d'entretien.



4.2.10

Améliorer la fluidité du transport dans l'Est du Québec

ATTENDU QUE :

- ❖ Les populations et les producteurs de l'Est du Québec, des deux côtés du Saint-Laurent, ont besoin d'un service fiable de traversiers sans interruption de service, entre autres pour les liaisons Baie-Comeau-Matane-Godbout.
- ❖ Les contribuables ont déjà investi 215 M\$ pour les traversiers qui accumulent des bris de toute sorte.
- ❖ La difficulté d'attirer des capitaux privés pour construire et gérer ces bateaux.
- ❖ Le service chaotique actuel qui crée une insécurité humaine et économique et est un frein à l'investissement et au recrutement de main-d'œuvre dans l'est du Québec.
- ❖ Les délais souvent très longs pour compléter les réparations des bateaux achetés par la Société des traversiers du Québec.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Mandatera la Société des traversiers du Québec pour s'assurer de services d'urgence de fournitures de pièces et de main-d'œuvre spécialisées par avion pour venir réparer ces traversiers.
- ❖ Explorera les possibilités de passer des ententes avec les sociétés qui opèrent d'autres traversiers pour prêter main forte en cas d'urgence.
- ❖ Financera une étude de faisabilité pour construire un pont au-dessus du Saguenay (devant Tadoussac) et remplacer le traversier qui relie la Côte-Nord et Charlevoix.

4.2.11

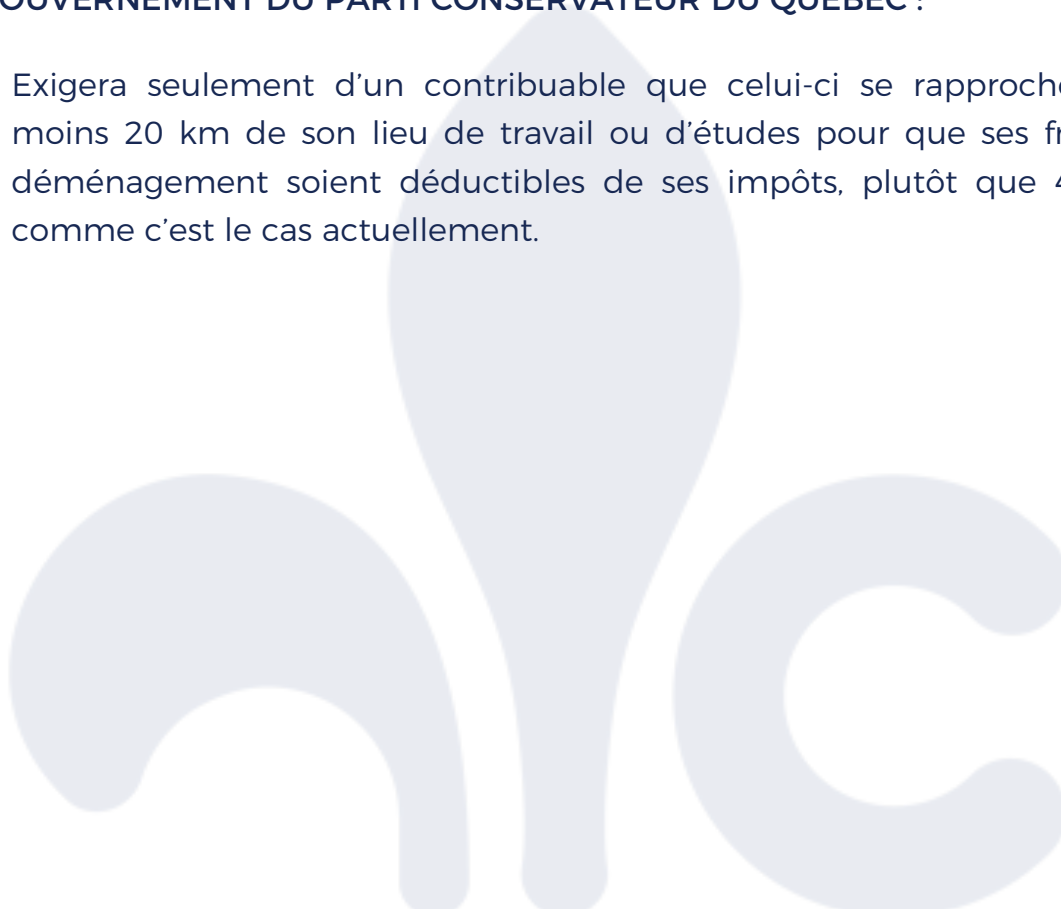
Bonification de la déduction fiscale pour frais de déménagement

ATTENDU QUE :

- ❖ Plus un automobiliste habite près de son lieu de travail ou d'études, moins il pollue pour s'y rendre.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Exigera seulement d'un contribuable que celui-ci se rapproche d'au moins 20 km de son lieu de travail ou d'études pour que ses frais de déménagement soient déductibles de ses impôts, plutôt que 40 km comme c'est le cas actuellement.



5

Éducation et liberté d'expression

5.1 NOS VALEURS EN ÉDUCATION

- ❖ Les conservateurs accordent une importance centrale à l'éducation à titre de dépositaires d'un héritage qu'il est important de partager avec la nouvelle génération, en même temps qu'il faut la préparer aux défis du monde contemporain.
- ❖ La force et le rayonnement d'un peuple sont tributaires de l'autonomie et de l'épanouissement des personnes. Or, l'autonomie et la réalisation du plein potentiel individuel sont étroitement liées à la capacité de chacun d'entre nous de bien gagner sa vie et de mettre à profit ses compétences développées principalement par l'entremise de l'éducation.
- ❖ Un gouvernement qui se soucie réellement de la réussite des jeunes ne met pas en place des politiques de nivellement par le bas, mais encourage plutôt la culture de l'effort et de la rigueur tout en se souciant de l'épanouissement personnel des apprenants.
- ❖ Malheureusement, un nombre croissant d'élèves, et en particulier de garçons, décrochent et interrompent leurs parcours scolaires. Tout au long de leur parcours scolaire, les enfants sont soumis à des méthodes restrictives édictées par l'État qui ne laissent aucune place aux approches variées qui permettraient de rejoindre toutes les clientèles, et qui laissent peu de place au génie et initiatives des enseignants, qui sont relégués à un rôle d'exécutant. Pour la réussite de tous, une société doit pouvoir évaluer et remettre en question les méthodes qui échouent lorsque cela est nécessaire et encourager la pluralité des solutions.
- ❖ Par ailleurs, en ne réformant pas l'administration du système éducatif, les gouvernements précédents ont successivement favorisé un système centralisé où les paliers bureaucratiques dominant en nombre et en pouvoir, au détriment des services directs aux élèves. Le PCQ est convaincu que c'est en redirigeant les ressources et le pouvoir décisionnel vers les personnes qui œuvrent directement auprès des élèves, les directions d'école, les enseignants et les parents que l'on favorisera les meilleures décisions possibles dans l'intérêt des élèves et de leur réussite.

- ❖ Pour favoriser l'autonomie des écoles, le PCQ augmentera la responsabilité des conseils d'établissement pour en faire de véritables conseils d'administration et renforcera le rôle de la direction de l'école afin qu'il elle puisse exercer pleinement son leadership en matière de pédagogie et d'administration. La gestion de l'embauche et de l'encadrement du personnel enseignant, professionnel et de soutien sera confiée aux directions d'école en collaboration avec les Centres de services actuels.



5.2 LES PROPOSITIONS EN ÉDUCATION

5.2.1

Pour une approche concurrentielle du financement des écoles

ATTENDU QUE :

- ❖ L'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé à l'école peut être favorisée par une possibilité de choix de l'école par les parents qui entraînerait un financement accru pour les écoles sélectionnées. De cette façon, les écoles qui offrent les meilleures formations et celles qui sont les mieux adaptées aux besoins des élèves seront favorisées par les parents. Cela améliorera la qualité du service pour tout le monde, incluant les enfants des milieux défavorisés.
- ❖ La réussite scolaire sera favorisée par la pluralité des projets éducatifs qui pourront être mis en œuvre et par la prise en charge des besoins spécifiques des clientèles scolaires.
- ❖ De nombreux pays développés, tels les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Danemark et la Suède ont adopté avec succès une approche concurrentielle pour le financement des écoles.
- ❖ Le ministère de l'Éducation utilise déjà une approche similaire, de type concurrentiel, pour financer les universités et les cégeps. Ces établissements reçoivent une subvention correspondant au nombre de cours suivis par les étudiants inscrits dans chacun des programmes chaque session.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Démocratisera le choix de l'école en permettant à tous les parents de choisir, pour leur enfant des niveaux primaire et secondaire, de s'inscrire à l'école publique de leur quartier, à l'école publique d'un quartier voisin, ou encore à l'école privée de leur choix.



5.2.2

Liberté d'expression et démocratie étudiante

ATTENDU QUE :

- ❖ Des atteintes nombreuses et répétées envers la liberté d'expression dans les cégeps et les universités ont été documentées lors des audiences de la Commission Cloutier sur la liberté académique dans le milieu universitaire.
- ❖ L'autonomie des universités doit être respectée, mais ne doit pas être un prétexte à l'inaction devant des atteintes graves à la liberté d'expression.
- ❖ De nombreuses atteintes à la liberté d'expression ont été encouragées par des responsables d'associations étudiantes.
- ❖ La liberté d'expression est une valeur fondamentale des démocraties occidentales et ne peut être laissée seulement à la gouverne locale ou corporative des établissements d'enseignement et de recherche. Cette liberté est une condition essentielle de leur mission et ne peut être abandonnée aux rapports de force à l'œuvre dans chaque établissement.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Invitera chaque cégep et université à se doter d'un comité indépendant pour établir un code de conduite en accord avec la loi et faire des recommandations sur tous les enjeux et litiges concernant la liberté d'expression. Ce comité, dont la composition sera entérinée par le gouvernement, inclura des membres internes et externes à l'établissement et devra publier un rapport annuel public.
- ❖ Modifiera la loi 32 sur l'accréditation et le financement des associations étudiantes de façon à ce que tous les étudiants, à temps complet ou partiel, puissent accéder au vote secret et par internet pour accréditer leurs associations représentatives et élire leurs exécutifs. Un défaut de se

conformer dans les délais prescrits à ce mode de scrutin entraînera l'impossibilité pour l'association étudiante concernée d'obtenir le prélèvement des cotisations d'association facturées lors du paiement des frais d'inscription, comme prévu à l'article 52 de la loi 32. Cela entraînera également l'abolition des avantages octroyés par l'établissement à cette association, comme prévu à l'article 26 de cette même loi.

- ❖ Modifiera l'article 26 de la loi 32 de façon à respecter la liberté d'association et permettre qu'un étudiant qui décide de ne pas être membre d'une association, ou de ne pas être représentée par elle, ne soit plus obligé de cotiser à cette association.
- ❖ Obligera les grandes associations étudiantes accréditées à rendre compte de leurs dépenses dans un rapport annuel public et validé par un comptable agréé.



5.2.3

Appuyer les parents faisant l'école à la maison

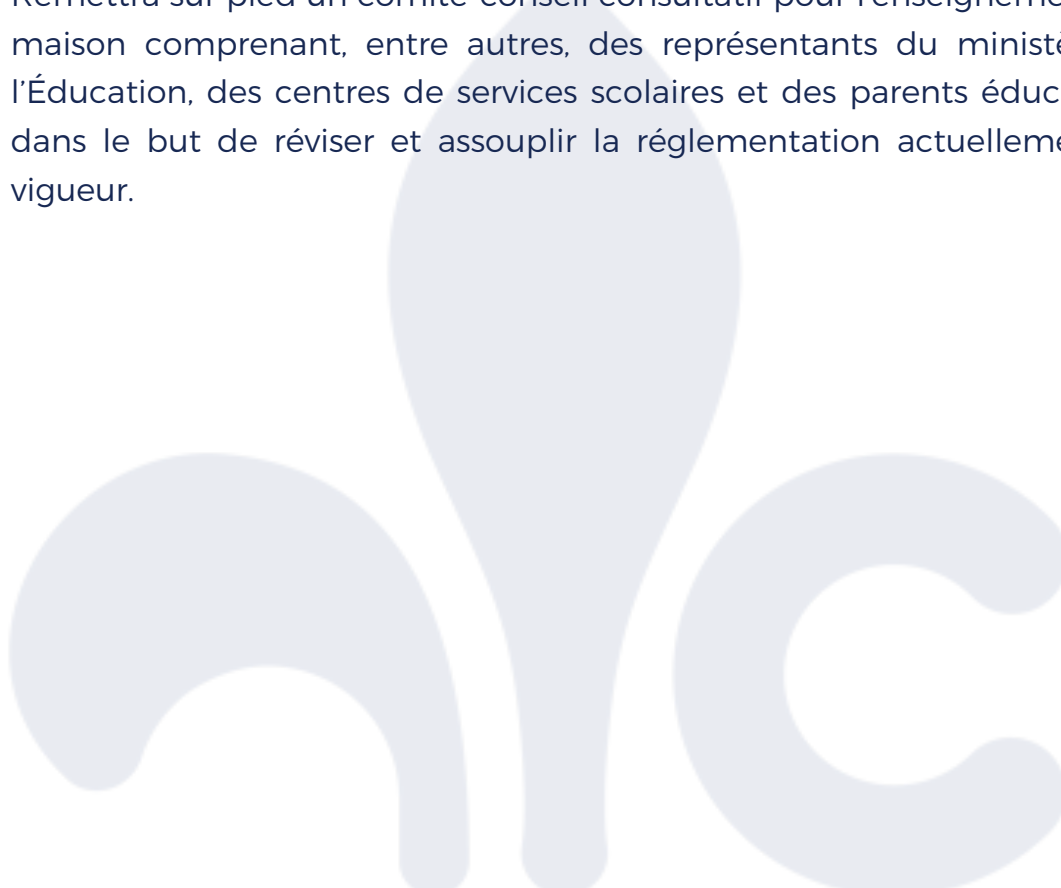
ATTENDU QUE :

- ❖ Un nombre croissant de parents choisit de faire l'éducation de leurs enfants à la maison. La crise sanitaire actuelle a favorisé ce choix, mais a fait ressortir la nécessité de moderniser son encadrement et de rendre intelligibles les normes en vigueur.
- ❖ Les parents qui choisissent de faire eux-mêmes l'éducation de leurs enfants n'ont aucun support fiscal alors que les écoles privées reçoivent une subvention par élève égale à environ 60 % de celle versée aux écoles du secteur public pour les services éducatifs.
- ❖ Les lois et règlements en vigueur actuellement limitent le choix des parents quant à leur capacité à partager des services éducatifs tels que, par exemple, avoir recours à des tuteurs, des enseignants au privé ou des coopératives d'enseignement.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Bonifiera l'offre de service pour les parents qui choisissent de faire l'enseignement à la maison.
- ❖ Offrira un soutien accru aux parents dans l'élaboration du projet d'apprentissage de leurs enfants.
- ❖ Rendra disponible, pour les parents qui en font la demande, davantage d'activités éducatives et récréatives qui pourront se dérouler sur les lieux de leur école d'appartenance ou dans un autre milieu de leur communauté.

- ❖ Permettra des initiatives coopératives pour élaborer des projets d'apprentissage communs pour les parents qui choisissent de faire l'école à la maison.
- ❖ Supportera fiscalement les parents qui font le choix de l'école à la maison en proportion égale au financement actuellement attribué aux écoles privées (c'est à dire, 60% du financement public par enfants). Diverses approches seront explorées comme mécanisme de financement, par exemple, crédit d'impôt remboursable, système de bon d'étude ou système de Régime québécois d'assurance parentale.
- ❖ Remettra sur pied un comité-conseil consultatif pour l'enseignement à la maison comprenant, entre autres, des représentants du ministère de l'Éducation, des centres de services scolaires et des parents éducateurs, dans le but de réviser et assouplir la réglementation actuellement en vigueur.



5.2.4

Revaloriser la formation professionnelle

ATTENDU QUE :

- ❖ Une pénurie de main-d'œuvre est constatée dans de nombreux métiers spécialisés, entre autres en électricité, soudure, construction, plomberie, informatique et logistique.
- ❖ Le départ à la retraite prévu d'une partie importante de la main-d'œuvre actuelle.
- ❖ La formation professionnelle au Québec est deux fois moins populaire que dans la moyenne des pays de l'OCDE.
- ❖ Le décrochage constaté aux secondaires 4 et 5 est important, alors que ces deux niveaux sont, pour le moment, un préalable à l'apprentissage de nombreux métiers.
- ❖ Les besoins grandissants en main-d'œuvre pour créer et entretenir nos infrastructures et assurer les services essentiels aux échanges et aux activités du quotidien.
- ❖ Les problèmes d'orientation d'une partie des clientèles étudiantes qui font perdre du temps aux jeunes Québécois, qui frustrent une partie des jeunes de carrières épanouissantes, et qui gaspillent l'argent des contribuables.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Proposera une stratégie pour augmenter le taux de diplomation, notamment dans les filières professionnelles et techniques, afin de répondre aux attentes des employeurs et se rapprocher de la moyenne des pays développés.

- ❖ Lancera une campagne pour valoriser la formation professionnelle et questionnera les préjugés qui ont contribué à éloigner nombre de jeunes des métiers dont le Québec a besoin.
- ❖ Établira un diplôme de 3e secondaire qui permettra aux jeunes d'intégrer des filières professionnelles plus tôt s'ils le souhaitent.
- ❖ Augmentera le nombre de conseillers en orientation.
- ❖ Fera les investissements nécessaires pour donner accès à un maximum de jeunes aux écoles professionnelles de leur choix.
- ❖ Encouragera les initiatives privées en formation professionnelle dans de nouveaux domaines.
- ❖ Encouragera les partenariats entre des entreprises privées et le milieu scolaire afin de qualifier de nouveaux travailleurs dans un environnement stimulant et de répondre à la pénurie d'enseignants dans ces domaines.
- ❖ Encouragera la pratique du compagnonnage.

5.2.5

Pour des approches éducatives répondant aux besoins des élèves

ATTENDU QUE :

- ❖ Chaque enfant a des champs d'intérêts particuliers et apprend à un rythme qui lui est propre.
- ❖ Certains enfants sont atteints d'une ou plusieurs pathologies (TSA, TDAH, DYS...) exigeant des ressources supplémentaires et des adaptations pour faciliter leur apprentissage.
- ❖ Le décrochage scolaire concerne un pourcentage important des enfants en âge d'être scolarisé, ce qui est préoccupant et nécessite une attention particulière.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Développera et soutiendra des approches éducatives diversifiées afin de mieux répondre aux besoins des élèves du préscolaire, primaire et secondaire :
 - En encourageant les écoles à se doter d'une couleur locale via un projet-école, ainsi que de programmes particuliers.
 - En renforçant les apprentissages de base (écriture, lecture et mathématique) en utilisant des méthodes qui ont fait leurs preuves, et en s'assurant que chaque élève quitte le système avec un niveau satisfaisant en français et en mathématique.
 - En proposant des matières en option au primaire.
 - En augmentant le nombre de professionnels intervenant dans le dépistage, l'évaluation et la prévention des difficultés scolaires au préscolaire et au 1er cycle du primaire.

- En augmentant le nombre d'écoles alternatives.
- En créant des classes à faible ratio pour les élèves en difficulté.
- En créant des classes pour les élèves de haut niveau de performance scolaire.



6

Langue, culture et immigration

6.1 NOS VALEURS EN CULTURE ET IMMIGRATION

- ❖ Le Parti conservateur du Québec est enraciné dans une continuité, celle de la nation canadienne-française, et veillera à promouvoir la langue de ceux qui ont bâti et façonné cette nation. Notre chef, Éric Duhaime, l'a clairement affirmé : vouloir aspirer à diriger le Québec, c'est être conscient d'une immense et lourde responsabilité, qui est celle d'être à la tête du seul peuple français d'Amérique et qu'il faut agir en conséquence pour veiller à son existence et à son développement.
- ❖ Être conservateur, cela veut dire être responsable sur le plan économique, y compris se démarquer du néfaste étatisme que le Québec subit depuis les années 1960. Cela veut dire gérer les finances publiques afin de réduire le plus possible le fardeau des générations futures, et, ce faisant, accroître les chances de la nation d'être vraiment libre, vraiment souveraine.
- ❖ Le PCQ encouragera une économie productive qui sache créer de la richesse, des savoirs, des compétences, des métiers d'avenir, et qui sache diffuser dans la société l'esprit de conquête et de confiance en soi.
- ❖ La force d'attraction d'une langue vient de la fierté d'exprimer une culture vivante. La valorisation de l'identité québécoise passe par des mesures d'encadrement de l'utilisation du français dans l'espace public et par le soutien aux créateurs de la langue française.
- ❖ Cette force d'attraction du français est aussi fondée sur les avantages qu'elle procure par le succès économique de ceux qui parlent français, par de meilleurs emplois et des responsabilités à tous les niveaux. Le PCQ favorise une politique volontariste pour faire croître la langue et la culture française.
- ❖ Le patrimoine est un élément important de la culture québécoise et ce patrimoine est menacé. Aucun gouvernement n'a eu l'audace jusqu'à maintenant d'instaurer une véritable loi sur la protection du patrimoine culturel québécois.

- ❖ La protection de la langue française peut entraîner des coûts importants, mais tout peuple qui cherche à exister doit accepter de payer un prix.
- ❖ Nous reconnaissons que, en plus d'un enseignement du français revalorisé, l'acquisition de l'anglais comme langue seconde est une compétence professionnelle qu'il faut encourager.
- ❖ La démographie fait l'histoire, elle y contribue de façon déterminante. Le PCQ est inquiet du recul démographique des Québécois dans la fédération canadienne, et des Québécois d'expression francophone dans la province où ils sont encore majoritaires.
- ❖ L'immigration a contribué et continuera d'apporter une contribution à la société québécoise, mais elle ne constitue pas une solution efficace à long terme pour contrer la pénurie de main-d'œuvre, ni un remède au vieillissement de la population.
- ❖ Le Québec reçoit deux fois plus d'immigrants par habitant que les États-Unis et presque deux fois et demie plus d'immigrants que la France, alors que de moins en moins de ces immigrants parlent français. Le PCQ donnera la priorité absolue à une immigration choisie fondée sur la préservation de la culture québécoise et sur les besoins économiques du Québec.
- ❖ L'identité québécoise s'est également développée par la contribution exceptionnelle de nos créateurs, de nos chercheurs et de nos entrepreneurs qui, depuis plusieurs années, font la fierté du Québec partout sur le globe. Il faut donc reconnaître cette extraordinaire vitrine qui nous est ainsi offerte de valoriser le Québec que nous aimons tant.

6.2 LES PROPOSITIONS EN CULTURE ET IMMIGRATION

6.2.1

Choisir les immigrants et rapatrier des pouvoirs en immigration

ATTENDU QUE :

- ❖ La minorité culturelle québécoise ne cesse de décliner, dans un contexte canadien à forte majorité anglophone où prédomine le multiculturalisme.
- ❖ Les efforts pour favoriser l'immigration de personnes qui adhèrent aux valeurs de la démocratie et aux valeurs québécoises exprimées par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec s'avèrent insuffisants pour assurer la pérennité de la culture québécoise.
- ❖ Les ententes signées entre le Québec et le Canada, de même que la Constitution canadienne, limitent les pouvoirs du Québec en ce qui a trait au contrôle de son immigration.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Sélectionnera les immigrants permanents en fonction de leur compatibilité civilisationnelle (valeurs occidentales et capacité d'intégration à la culture québécoise) et leur connaissance avérée de la langue française.
- ❖ Rapatriera au Québec le programme de regroupement familial et en limitera l'accès aux personnes qui parrainent leurs propres enfants d'âge mineur.
- ❖ Incitera les entreprises et les institutions d'enseignement à sélectionner les immigrants temporaires en fonction de leur compatibilité civilisationnelle.

- ❖ Rehaussera l'enseignement du français dans les cégeps et les universités anglophones afin de permettre à tous les étudiants issus de l'immigration temporaire d'être en contact avec la culture québécoise d'expression française.
- ❖ Entamera des procédures visant à rouvrir l'Accord Québec-Canada dans le but d'accroître durablement les pouvoirs du Québec en matière d'immigration.
- ❖ Visera, à terme, un plein contrôle de l'immigration sur le territoire du Québec.



6.2.2

Assurer la croissance de la culture québécoise dans un contexte de faible natalité et de vieillissement de la population

ATTENDU QUE :

- ❖ La culture québécoise de nos ancêtres qui ont bâti le Québec sera toujours menacée d'effritement et que tout doit être fait pour la conserver et l'honorer.
- ❖ Les taux d'immigration actuellement appliqués au Québec sont parmi les plus élevés au monde.
- ❖ L'immigration ne constitue pas une solution efficace pour contrer la pénurie de main-d'œuvre ou servir de contrepoids au vieillissement de la population.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Favorisera une immigration choisie en fonction des compatibilités civilisationnelles et des capacités d'intégration, en plus des considérations linguistiques et économiques.
- ❖ Favorisera l'éducation et la formation des travailleurs, de même que l'automatisation et la robotisation des entreprises, afin de diminuer progressivement la demande en main-d'œuvre.
- ❖ Favorisera l'augmentation de la natalité en tenant compte des besoins et des réalités modernes des familles québécoises afin d'assurer le renouvellement démographique de la nation québécoise.
- ❖ Diminuera les seuils d'immigration en fonction de l'efficacité des mesures qui auront été implantées pour contribuer au développement économique du Québec.

6.2.3

Franciser efficacement les immigrants

ATTENDU QUE :

- ❖ Le gouvernement du Québec doit protéger et promouvoir la langue française, le vecteur le plus important de l'identité nationale et du caractère unique du peuple québécois au Canada et en Amérique.
- ❖ Il faut mieux réussir la francisation des nouveaux Québécois.
- ❖ Les politiques de francisation souffrent de l'absence d'un guichet unique et d'une dispersion entre deux ministères.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Créera le poste de Commissaire à la langue française de qui relèvera l'Office québécois de la langue française (OQLF).
- ❖ Francisera tous les membres d'une famille immigrante via un guichet unique.
- ❖ Optimisera les ressources de l'État (éducation, culture et immigration) afin d'éliminer les doublons.
- ❖ Offrira des formations « sur mesure » aux entreprises en fonction de leur secteur d'activité.
- ❖ Orientera le mandat de Télé-Québec vers la création de programmes de francisation et d'alphabétisation, ainsi que la réalisation de documentaires d'histoire nationale.
- ❖ Offrira des cours de francisation aux anglophones québécois qui souhaitent parfaire leurs connaissances du français.
- ❖ Rehaussera la qualité des cours de français offerts aux cégeps et universités anglophones.

6.2.4

Pour que l'école assume sa mission de transmission et de pérennité de la langue française au Québec

ATTENDU QUE :

- ❖ Selon une étude récente du Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs du Québec, la province compterait près de 2,5 millions d'analphabètes fonctionnels, un Québécois sur deux aurait de la difficulté à lire un texte complexe et un quart des Québécois avec un diplôme universitaire seraient considérés comme analphabètes fonctionnels, rejoignant ainsi des constats similaires d'autres études publiées au cours des dernières décennies.
- ❖ Selon cette même étude, cet analphabétisme coûte des milliards de dollars au Québec.
- ❖ Toutes les mesures d'intégration des nouveaux arrivants et de protection de la langue française, aussi nécessaires soient-elles, ne sauraient suffire si l'école publique échoue encore plus longtemps dans sa mission fondamentale de transmission de la langue française.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Renforcera la qualité de l'enseignement de la langue française à tous les niveaux préuniversitaires et confiera un mandat à cet effet au Commissaire à la langue française.
- ❖ Mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires à la restauration ou à l'établissement de programmes scolaires aptes à corriger les lacunes du système public d'éducation en matière d'apprentissage, de maîtrise et de transmission de la langue française.

6.2.5

Pour la préservation de notre patrimoine

ATTENDU QUE :

- ❖ Le patrimoine religieux bâti (églises, couvents et collèges) est le fruit du travail et du dévouement de nos ancêtres qui ont édifié le Québec.
- ❖ Le patrimoine est également immatériel, ce qui inclut notamment les archives locales et régionales, de même que celles des diverses congrégations religieuses d'hommes et de femmes dont plusieurs ont été fondées ici même et dont les archives sont menacées de détérioration à court ou moyen terme.
- ❖ Une part importante et significative de notre mémoire nationale, notamment sur les plans historique, social, littéraire et artistique, se trouve dans ce patrimoine matériel et immatériel et que, pour cette raison, il est urgent de le préserver au bénéfice des générations présentes et futures.
- ❖ De nombreuses sociétés historiques régionales tentent de préserver notre patrimoine, souvent sans qu'elles puissent disposer des ressources nécessaires et dont l'action est habituellement tenue à bout de bras par le seul bénévolat.

UN GOUVERNEMENT DU PARTI CONSERVATEUR DU QUÉBEC :

- ❖ Mettra sur pied un programme de soutien et de préservation du patrimoine tant matériel qu'immatériel.
- ❖ Soutiendra les sociétés historiques régionales participant à l'effort national de préservation de notre patrimoine, en plus de mettre en œuvre un programme de préservation des archives des communautés religieuses présentes tout au long de l'histoire du Québec.

7

Amendements constitutionnels

7.1

Changement de nom du parti

Il est proposé par le Bureau exécutif national de modifier la constitution du Parti conservateur du Québec, article 1.1, de la façon suivante :

- ❖ Le nom du parti est « Parti conservateur du Québec - Équipe Éric Duhaime ».

7.2

Ajout d'un membre au sein du Bureau exécutif national

Il est proposé par le Bureau exécutif national de modifier la constitution du Parti conservateur du Québec, article 9.2, de la façon suivante :

L'exécutif national est formé des membres suivants :

- ❖ 9.2.11 Le représentant de l'aile parlementaire, si autre que le chef, en tant que membre votant.